

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 21 novembre au 5 décembre 2025

Zoom : Argentine – la récession technique sera-t-elle finalement évitée ?

L'indicateur mensuel d'activité économique (EMAE) a enregistré une hausse de 0,5% en g.m en septembre (+4,0% en g.a), ce qui constitue une troisième hausse successive après la révision à la hausse de certaines données (EMAE in fine à +0,1% en juillet et +0,7% en août). La croissance du pays devrait finalement être positive au T3, ce qui devrait permettre d'écarter le risque de récession technique évoqué par certains analystes (l'activité avait en effet reculé de 0,1% g.t au T2). Dans le détail, en septembre, l'activité a été tirée par les secteurs de l'intermédiation financière (+39,7%) et l'activité minière (+8,1%). **L'activité continue d'afficher des performances hétérogènes entre secteurs** : en comparant la moyenne des 9 premiers mois de 2025 contre la même période en 2023, les secteurs qui affichent les meilleures performances sont l'agriculture (+45%, attribuable à un effet de base avec la sécheresse de 2023), l'intermédiation financière (+17%) ou le secteur minier (+16%). A l'opposé, les secteurs les plus en difficulté sont la construction (-14%), l'aquaculture (-11%) et l'industrie manufacturière (-10%, cf. *infra*).

LE CHIFFRE A RETENIR

-1,3 points

La révision à la baisse de la prévision de croissance du PIB de l'OCDE pour 2026, pour s'établir à 3,0%

Depuis l'arrivée au pouvoir de J. Milei fin 2023 et la mise en place de son programme d'ajustement, l'activité a connu trois grandes phases distinctes : i) un premier semestre 2024 de fort recul de l'activité (croissance du PIB de -1,8% puis -0,8% g.t au T1 et T2 2024), sous l'effet d'une part de la baisse de la consommation privée avec l'envolée initiale de l'inflation (25,5% g.m en décembre 2023 suite à la dévaluation de 54%) et la baisse des subventions, et de la baisse drastique de l'investissement d'autre part ii) un second semestre 2024 de fort rattrapage (+3,6% puis +2,2% g.t au T3 et T4 2024), avec une reprise de la demande interne stimulée par la baisse de l'inflation (et le rattrapage des salaires réels) et le rebond du crédit, permettant sur l'année 2024 dans sa globalité une récession plus faible qu'initialement anticipé (-1,3%) iii) depuis février 2025, une phase de stabilisation de l'activité (en g.t +0,9% au T1 et -0,1% au T2 2025), avec toutefois des périodes de volatilité (pre-signature programme FMI en mars/avril avec incertitudes sur le régime de change ; période pré-électorale en septembre), un bond des importations depuis le T3 2024 stimulées par un Peso fort, et un ralentissement du crédit impacté par une politique monétaire restrictive.

Si la croissance devait rester robuste en 2025, les prévisions pour 2026 se tassent. Sur l'année 2025 dans sa globalité, la croissance sera portée par un fort effet de base (récessions successives de 1,9% en 2023 puis 1,3% en 2024). Le FMI prévoit que la croissance atteindra ainsi 4,5%, contre 3,9% pour le consensus de marché, et 4,2% pour l'OCDE. Pour 2026, le FMI table sur une croissance de 4,0%, contre 3,0% pour le consensus de marché et l'OCDE, cette dernière ayant réalisé une forte révision à la baisse (-1,3 pt) de sa prévision de croissance à l'occasion de la publication en décembre de ses perspectives économiques mondiales. **L'évolution d'autres indicateurs de conjoncture devra être suivie de près.** C'est notamment le cas de l'indice des ventes en supermarché, qui en septembre a affiché un sixième mois consécutif de recul (-0,2% g.m), témoignant d'une consommation des ménages atone. Mais également de l'indice de production industrielle, qui a de nouveau reculé en septembre (-0,1% g.m ; 3^{ème} baisse sur les 4 derniers mois), l'industrie souffrant à la fois de l'ouverture progressive à la concurrence et d'un Peso fort. Les conséquences sur le marché du travail pourraient être significatives compte tenu de l'intensité du facteur travail dans ce secteur, bien que le marché du travail se soit jusqu'à présent montré résilient (taux de chômage à 7,6% au T2 2025), dans l'attente d'une réforme d'ampleur qui sera portée en 2026.

Principaux indicateurs macroéconomiques

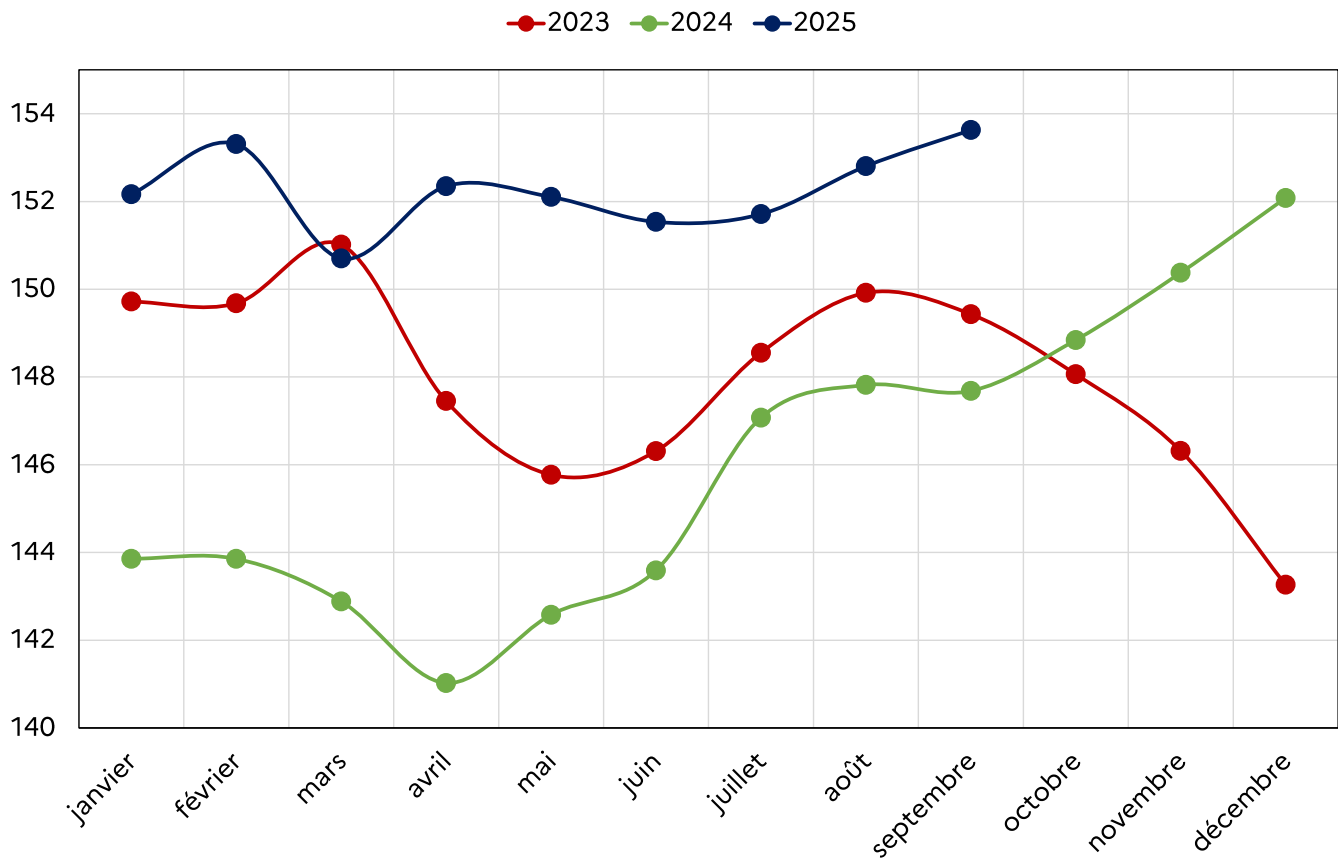
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2024	-1,3%	2,6%	4,2%	3,1%
Inflation (g.a, fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2024	0,3%	-2,8%	-2,6%	-3,2%
Dette publique (% du PIB)	2024	84,7%	41,7%	44,8%	68,7%
Solde courant (% du PIB)	2024	0,9%	-1,5%	-3,7%	-1,0%
Dette extérieure (% du PIB)	2024	49,0%	74,4%	39,4%	57,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (g.a, fin de période) - Agents économiques	2025	29,8%	3,9%	4,0%	3,9%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	4,5%	2,5%	4,4%	2,5%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,9%	2,4%	4,2%	2,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2026	4,0%	2,0%	3,7%	2,4%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2026	3,0%	2,2%	4,0%	2,0%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2024	632	330	44	81
Population (millions)	2024	47,1	20,0	6,9	3,5

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires
Dernière mise à jour : 24/10/2025

Graphique de la semaine

Indicateur mensuel d'activité économique (EMAE) désaisonnalisé (base 100 en 2004)

Bien qu'en hausse depuis juillet, l'EMAE témoigne d'un faible dynamisme de l'activité depuis février 2025



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

CÔNE SUD

L'intérêt du corridor bio-océanique du Capricorne souligné par l'OCDE

Dans le cadre du Forum des marchés émergents, l'OCDE a souligné le potentiel du « Corridor bio-océanique de Capricorne » dans un document de travail. Cet axe reliant le centre-ouest brésilien au nord du Chili via le Paraguay et le nord de l'Argentine, long de 2300 km, sera un corridor multimodal (routes, ports atlantiques et pacifiques, connexions avec la voie navigable Paraguay-Paraná) et permettra de réduire les coûts de transport, de faciliter l'accès aux marchés mondiaux et de renforcer les chaînes de valeur régionales, notamment dans l'agro-alimentaire, les minerais (cuivre, lithium, métaux critiques) et l'industrie manufacturière.

L'OCDE insiste sur le rôle potentiel de la province argentine de Córdoba comme hub logistique entre l'Atlantique et le Pacifique, capable d'articuler les flux internes du Mercosur avec une sortie plus directe vers les ports chiliens. Le document rappelle que le CBC est le seul corridor bio-océanique incluant le Paraguay et que son calendrier de réalisation prévoit une mise en service à l'horizon fin 2026-début 2027, même si certaines composantes restent en chantier (ponts internationaux, infrastructures douanières, interconnexions numériques). Combinée à d'autres initiatives (simplification des contrôles frontaliers, harmonisation réglementaire, gouvernance des infrastructures), la mise en œuvre progressive du corridor pourrait, selon l'OCDE, améliorer la compétitivité du bloc et faciliter son insertion dans les chaînes de valeur mondiales.

ARGENTINE

Activation d'une partie de la ligne de swap avec le Trésor américain

La publication du rapport mensuel du Fonds de stabilisation des échanges (ESF) du Trésor américain indique que 2,5 Md USD de la ligne de swap avec l'Argentine ont été activés. Pour rappel, la BCRA avait officialisé en octobre 2025 le lancement d'une ligne de swap avec le Trésor américain, pour un montant de 20 Md USD. Cette ligne de swap doit théoriquement permettre à l'Argentine d'accéder – au besoin – à des dollars américains en échange de Pesos. Pour rappel, l'Argentine dispose également d'une ligne de swap avec la Chine, pour un montant de 18 Md USD, dont 5 Md USD actifs. En parallèle, le département au Trésor américain a indiqué qu'une opération de vente de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) à la BCRA

avait été effectuée, d'un montant de 872 M USD. De son côté, la BCRA n'a communiqué sur aucune de ces deux opérations.

Pour rappel, cette ligne de swap s'inscrit dans un large plan de soutien américain au gouvernement argentin. Au-delà de la ligne de swap, ce soutien se caractérise par i) des interventions directes sur le marché des changes en amont des élections du 26 octobre pour diminuer la volatilité cambiale, ii) des annonces de possibles interventions de banques privées américaines pour le rachat de titres de dette argentins, dont les détails restent à préciser : le montant initialement évoqué était de 20 Md USD, la presse évoque désormais 4 Md USD, iii) des annonces d'investissements d'entreprises américaines dans le pays, iv) plus récemment, la signature d'un accord de libre-échange.

Aerolíneas Argentinas prépare un renouvellement de sa flotte

Aerolíneas Argentinas a annoncé un plan d'acquisition de 18 avions de nouvelle génération : 14 Boeing 737 de la famille MAX pour le moyen-courrier et 4 Airbus A330-900neo pour le long-courrier, afin de moderniser sa flotte et d'améliorer son efficacité énergétique. Financé à hauteur de 400 M USD sur sa « caisse » opérationnelle, il s'agit du premier plan d'investissement de flotte entièrement autofinancé de son histoire. Ces appareils remplaceront progressivement une partie des avions actuels, avec l'objectif de réduire la consommation de carburant et les coûts opérationnels, tout en améliorant le service.

Ce programme intervient dans un contexte de redressement financier de la compagnie et de tensions politiques autour de son avenir. Alors que le gouvernement de J. Milei avait déclaré son intention de privatiser Aerolineas Argentinas, suscitant d'importantes grèves et mobilisations des syndicats du secteur aérien à l'automne 2024, l'entreprise a rapidement engagé un plan de restructuration pour améliorer sa gestion. Aussi, Aerolíneas Argentinas a enregistré en 2024 son premier résultat positif depuis sa renationalisation en 2008, avec un bénéfice net d'environ 271 Md \$ ARS et un résultat d'exploitation (EBIT) d'environ 56,6 M USD, et vise à maintenir un excédent opérationnel en 2025 malgré l'impact comptable des nouveaux investissements. Néanmoins, le gouvernement n'a pas tranché sur l'avenir de la compagnie (rationalisation du réseau, éventuelle ouverture du capital, maintien du rôle de desserte des provinces) qui reste en suspens.

L'Argentine et l'Allemagne signent un accord d'exportation de GNL

Le consortium argentin Southern Energy a conclu avec la société publique allemande Securing Energy for Europe (SEFE) un accord de vente de 2 Mt/an de gaz naturel liquéfié (GNL) sur huit ans à partir de fin 2027, soit la première exportation de GNL argentin à cette échelle vers l'Europe. Pour mémoire, Southern Energy, qui réunit Pan American Energy (30 %), YPF (25 %), Pampa Energía (20 %), Harbour Energy (15 %) et Golar LNG (10 %), a reçu en 2025 une autorisation d'exportation de GNL pour 30 ans, conditionnée à la construction d'un gazoduc dédié de 470 km entre Vaca Muerta et la côte de Río Negro, ainsi qu'à la mise en service d'un second navire de liquéfaction. Ce projet de 15 Md USD sur la période 2024–2035 a été intégré au Régime d'incitation aux grands investissements (RIGI). Il vise à exporter 6 Mt/an de GNL une fois les deux unités pleinement opérationnelles.

Selon la presse, le contrat, estimé à environ 7 Md USD de recettes sur sa durée, représenterait près de 80 % de la capacité du premier navire de liquéfaction et est présenté comme le plus important contrat énergétique jamais signé par l'Argentine. Au-delà de la valorisation des réserves gazières de Vaca Muerta, cet accord est présenté par les autorités comme un jalon majeur pour la génération de devises et pour la diversification géographique des approvisionnements européens en GNL dans l'après-crise énergétique.

CHILI

Adoption du budget 2026, le dernier de l'administration Boric

Le projet de loi pour le budget de l'année 2026 a été approuvé le 26 novembre par le Congrès National du Chili, et devrait prochainement être promulgué par le président sortant Gabriel Boric. Au terme de semaines d'intenses négociations avec l'opposition, une commission mixte formée de dix parlementaires s'est prononcée sur les quatorze désaccords subsistant postérieurement aux lectures des deux chambres. Le texte final a ensuite été voté par la Chambre des députées et des députés, puis par le Sénat, même si l'absence de quorum a empêché le vote d'une mesure permettant l'exécution des transferts de ressources des gouvernements régionaux aux entreprises publiques.

Ce budget prévoit une augmentation mesurée des dépenses publiques (+1,7 %), pour s'établir à 86 200 milliards de pesos chiliens (environ 80,5 milliards d'euro), traduisant la volonté du gouvernement sortant de respecter un principe de

responsabilité fiscale dans un pays marqué par une dépense publique faible (22,9 % du PIB en 2025 selon le ministère des Finances).

Les recettes devraient augmenter de 4,7 %, soit 81 000 milliards de pesos chiliens (environ 76 milliards d'euros), du fait de l'augmentation des recettes fiscales (+5,0 %) et de la bonne santé des *royalties* du lithium par l'intermédiaire de la Corfo (+22,9 %), permettant la réduction du déficit structurel, de 1,6 % prévu en 2025 à 1,1 % pour 2026. Le budget voté met fin au principe de la «glose républicaine», coutume parlementaire chilienne visant à laisser une partie du budget à libre disposition du prochain gouvernement, qui entrera en fonction en mars prochain. En 2022, le gouvernement Boric avait hérité d'une «marge de manœuvre» équivalente à 800 millions de dollars.

Fruit de nombreux compromis politiques, le texte budgétaire apparaît comme un équilibre délicat entre les priorités sociales du camp présidentiel, et les exigences de l'opposition en matière de sécurité et de contrôle de l'action publique. Sur le plan sectoriel, le budget 2026 traduit en effet un effort certain sur la thématique sociale : les ressources allouées à la santé augmenteraient de 5,7 % en 2026, soit environ 900 millions de dollars supplémentaires. Notamment, un effort inédit sur les Garanties explicites de santé (GES), le soutien aux réseaux locaux de soin et le financement prévu de 115 000 actes chirurgicaux devraient permettre de raccourcir les listes d'attentes médicales, enjeu-clé de la campagne présidentielle. Le financement des retraites, dont la réforme a fait l'objet d'un accord historique en 2025, est quant à lui garanti par le texte de loi, notamment en ce qui concerne le versement de la Pension garantie universelle (PGU). Le texte prévoit enfin un renforcement du budget du système des bourses étudiantes (Junaeb), une augmentation de 15 milliards de pesos pour les subventions d'accès au logement social, ou encore le financement de 260 000 logements supplémentaires en 2026.

Parallèlement, le vote du budget a fait l'objet de concessions sur les thèmes de la sécurité, la commission mixte ayant acté des financements supplémentaires pour la police d'investigation et les carabineros. Le budget devrait permettre la mise en service et la réouverture de centres pénitentiaires, et le renforcement de la surveillance de ses frontières avec l'extension du fonctionnement de trois nouveaux postes frontaliers. La commission mixte a alloué 1,5 milliards de pesos supplémentaires à l'action de la *Contraloría General de la República*. À l'inverse, le budget du ministère de la Culture a été revu à la baisse lors des discussions en commission mixte, notamment la subvention «Pase Cultural», qui a

fait l'objet de réductions importantes, malgré un budget initial prévu en hausse.

Premières réunions de suivi liées à l'accord commercial révisé UE-Chili

L'accord commercial intérimaire entre l'UE et le Chili est entré en vigueur le 1er février 2025. L'application provisoire de l'accord-cadre avancé entre l'UE et le Chili le 1er juin 2025. Le ministre des Affaires étrangères chilien, Alberto Van Klaveren, a ouvert le 26 novembre avec Kaja Kallas, Haute Représentante, le conseil conjoint et le 27 novembre avec le commissaire au Commerce Maroš Šefčovič, le conseil commercial.

L'UE est le troisième partenaire commercial du Chili, avec des échanges de biens de 21 Mds EUR en 2024 et de services de 9 Md EUR. L'UE est aussi la première source d'investissements directs étrangers au Chili, avec un stock total de 56 Md EUR. Les deux parties se sont félicité des progrès accomplis jusqu'à présent pour éliminer la plupart des droits de douane restants, améliorer l'accès au marché, créer des conditions équitables et transparentes pour les entreprises et soutenir la transformation verte et numérique grâce au commerce et à l'investissement. L'UE et le Chili se sont engagés à coopérer pour garantir des chaînes d'approvisionnement fiables et durables, notamment par la diversification et le soutien aux investissements stratégiques.

Dans ce contexte, **l'initiative Global Gateway devrait permettre le développement de projets dans les domaines de la production d'hydrogène renouvelable**, du centre régional Copernicus LAC et des chaînes de valeur durables des matières premières critiques, conformément au protocole d'accord signé à l'été 2023. L'UE et le Chili ont rappelé leur souhait de voir se développer des initiatives conjointes dans les secteurs des transports durables, de l'économie circulaire, des corridors maritimes verts, des obligations vertes ou des interconnexions électriques.

Les vins chiliens confirment leur positionnement mondial

The World's 50 Best Vineyards a classé deux vignobles chiliens parmi les dix meilleurs au monde. Cette liste, dévoilée à la mi-novembre, est élaborée à partir des votes de plus de 700 membres, parmi lesquels figurent des sommeliers de renom, des experts en tourisme œnologique et des spécialistes du commerce du vin.

La Viña VIK, vignoble de la région centrale du Maule, a été consacrée meilleure cave du monde. Fondée en 2006 par le Norvégien Alexander Vik et son épouse, le vignoble produit aujourd'hui cinq cépages différents : Carménère, Cabernet

Sauvignon, Merlot, Cabernet Franc et Syrah. L'élaboration des vins bénéficie d'un terroir de qualité, de l'application des dernières techniques viticoles, couplé à une politique de protection de l'environnement, de développement humain et social et d'intégration territoriale.

Le Chili confirme ainsi son positionnement sur la scène viti-vinicole internationale avec six vignobles parmi les cinquante que compte le classement : Montes (10ème), Almaviva (34ème), Viu Manent (40ème), Viña Santa Rita (41ème) et Casas del Bosque (42ème).

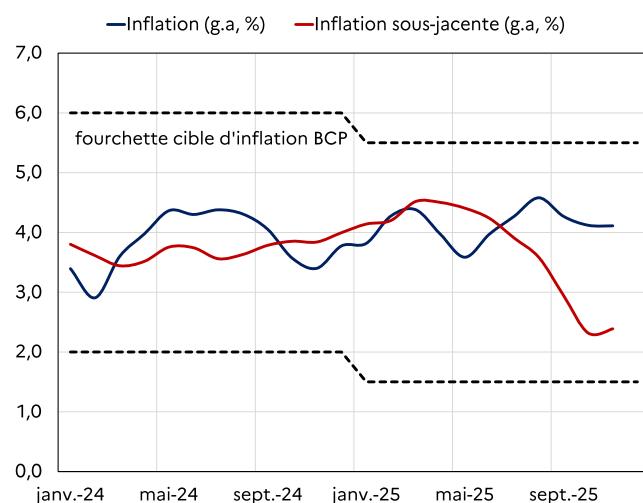
PARAGUAY

L'inflation se stabilise à 4,1% en glissement annuel en novembre

Le taux d'inflation a atteint 4,1% en novembre en g.a, soit le même niveau qu'en octobre. En glissement mensuel, les prix ont augmenté de 0,2%. Dans le détail, les données de la Banque centrale du Paraguay (BCP) indiquent que l'inflation des biens a atteint 4,7% en g.a (-0,1 pt par rapport à octobre), avec une inflation alimentaire qui demeure particulièrement élevée pour atteindre 10,0% (-0,3 pts). L'inflation dans les services a atteint 3,4%, en légère hausse par rapport à octobre. Sur le mois, l'inflation a ainsi de nouveau été tirée par les composantes les plus volatiles de l'évolution des prix : l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) s'établissant à 2,4% (+0,1pt par rapport à octobre).

Graphique :

L'inflation est restée stable en novembre



Sources : BCP, SER de Buenos Aires

L'inflation demeure contenue dans la fourchette cible de la Banque Centrale (3,5% +/- 2pp). Les pressions inflationnistes étant maîtrisées et les anticipations d'inflation bien ancrées, la BCP a laissé son taux directeur inchangé depuis mars

2024, à 6%. L'appréciation du guaraní à l'œuvre depuis mi 2025 (+15% face à l'USD entre début juillet et début décembre) devrait également permettre d'atténuer ces pressions inflationnistes. Pour l'ensemble de l'année 2025, le FMI prévoit une inflation de 3,7%, contre 4,0% pour le consensus de marché de la BCP. Ce dernier anticipe une inflation de 3,8% en 2026.

Le Japon accorde un financement de 243 M USD pour l'amélioration du Corridor d'intégration Sud-Ouest

Le Paraguay et le Japon ont signé le 27 novembre 2025 un prêt de 36,38 Mds JPY (soit 243 M USD) pour financer le Corridor d'intégration Sud-Ouest, un axe routier stratégique dans les départements de Ñeembucú et Misiones. Le projet couvre la modernisation d'environ 154 km de routes et 25 km de traversées urbaines, avec pour objectif de réduire les coûts de transport des productions agricole et forestière et d'améliorer la sécurité routière. Au-delà de l'impact économique, le corridor doit renforcer la connectivité des zones rurales avec les services de santé, d'éducation et les marchés régionaux.

Ce financement s'inscrit dans une relation de long terme où le Japon est l'un des principaux bailleurs du Paraguay. Le Corridor d'intégration Sud-Ouest est conçu comme un maillon de la stratégie logistique nationale (Plan logistique 2030), visant à positionner le Paraguay comme hub reliant le Brésil, le sud du pays et, à terme, le Corridor bio-océanique de Capricorne qui doit connecter l'Atlantique et le Pacifique via le Chaco paraguayen.

URUGUAY

Visite du ministre de l'Économie Gabriel Oddone à Paris

Le ministre de l'Économie et des Finances Gabriel Oddone a effectué du 30 novembre au 3 décembre une visite officielle en France centrée sur le rapprochement de l'Uruguay avec l'OCDE. À Paris, il a rencontré la vice-secrétaire générale de l'OCDE, Fabrizia Lapecorella, ainsi que plusieurs hauts responsables de l'organisation, avec l'objectif de relancer un agenda de coopération technique resté partiellement en suspens entre 2020 et 2024 dans un contexte de débats internes sur la réforme du secret bancaire et l'adaptation du cadre uruguayen aux standards de transparence fiscale et d'échange d'informations promus par le Forum mondial de l'OCDE.

Le déplacement a compris des échanges bilatéraux avec le ministre français délégué chargé du

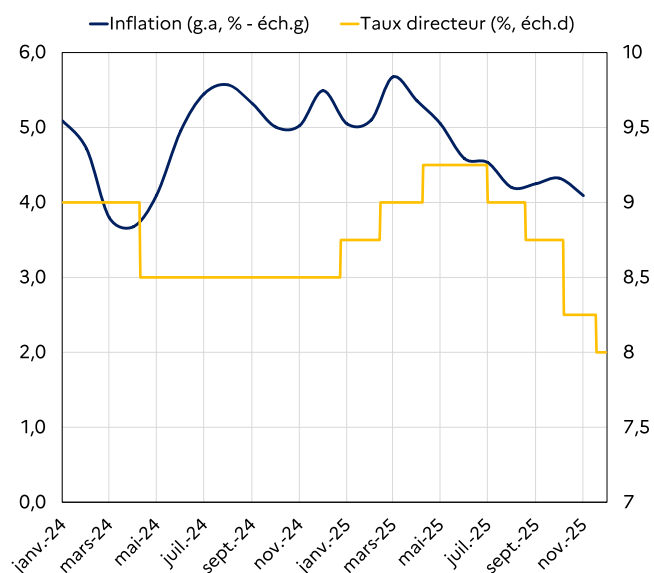
Commerce extérieur Nicolas Forissier, ainsi que des entretiens politiques avec François Hollande et l'ancien ministre des Transports Gilles Savary. M. Oddone a également rencontré des investisseurs institutionnels et des entreprises intéressés par l'Uruguay.

L'inflation recule à 4,1% g.a. en novembre

Le taux d'inflation a diminué en novembre, en s'établissant à 4,1% en g.a (après 4,3% en octobre), restant en deçà du cœur de la fourchette cible d'inflation de la Banque centrale d'Uruguay (BCU) : 4,5% +/- 1,5pp. En variation mensuelle, les prix ont augmenté de 0,1%. Les principaux contributeurs à la hausse mensuelle des prix ont été le transport (contribution de 0,07pp) et l'hôtellerie – restauration (0,04pp), tandis que l'alimentation a affiché une contribution négative (-0,06pp). Plus globalement, le processus désinflationniste, à l'œuvre depuis avril 2025, est largement attribuable à l'appréciation du Peso face au dollar observée depuis le début de l'année 2025 : environ +12% entre janvier et début décembre, tirée notamment par l'affaiblissement global du dollar.

Graphique :

L'inflation a diminué en novembre, ce qui devrait conforter la BCU dans son cycle d'assouplissement monétaire



Sources : INE, BCU, SER de Buenos Aires

Cette nouvelle donnée d'inflation devrait conforter la BCU dans son cycle d'assouplissement monétaire. Pour rappel, la BCU avait abaissé son taux directeur de 25pb lors de sa réunion de politique monétaire de novembre, le portant ainsi à 8,0%. Ceci constituait une 4^{ème} baisse de taux directeur depuis mi 2025, avec en particulier une importante baisse (50pb) en octobre. La politique monétaire uruguayenne reste donc dans un cycle

d'assouplissement, à l'opposé du début d'année 2025 qui avait été marqué par un cycle de resserrement (+75pb entre fin décembre 2024 et avril 2025). Les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées, la dernière enquête du consensus de marché de la BCU prévoyant une inflation de 4,0% sur l'ensemble de l'année 2025, puis 4,7% pour 2026.

Construction du projet de transport lourd d'hydrogène de Kahirós

Le projet pilote Kahirós, situé dans le département de Río Negro, entre dans sa phase active de construction et doit entrer en service à partir de 2026, avec Air Liquide en charge de la fourniture de la station de ravitaillement en hydrogène.

Alimenté par un parc solaire d'environ 4,8 MWc, le projet vise une production annuelle d'un peu plus de 60 tonnes d'hydrogène vert pour décarboner la logistique du papetier Montes del Plata, une *jointventure* des groupes Arauco (Chili) et Stora Enso (Finlande/Suède) et l'un des principaux producteurs de pâte de cellulose du pays. La montée en puissance de cette industrie a fait de la cellulose le premier poste d'exportation de l'Uruguay, représentant environ 20 % des exportations de biens en 2024 (près de 2,5 Md USD).

Le projet bénéficiera d'un prêt vert de 20 M USD de la Société financière internationale (IFC), bras armé du groupe Banque mondiale dédié au secteur privé, la première opération mondiale de l'institution dans l'hydrogène vert. Dans sa première phase, Kahirós combinera un électrolyseur de 2 MW à une station de recharge permettant de comprimer l'hydrogène à haute pression pour une flotte pilote de six camions à pile à combustible opérés sur les liaisons industrielles de la zone. Le consortium Kahirós réunit notamment Ventus (développeur de projets renouvelables), Fraylog (logistique), Fidocar/Hyundai (véhicules lourds) et Montes del Plata, tandis que le financement est complété par des partenaires bancaires dont Banco Santander Uruguay et un fonds spécialisé dans les énergies renouvelables, aux côtés de l'IFC (International Finance Corporation). Le gouvernement uruguayen présente ce projet comme un démonstrateur

structurant de sa stratégie nationale sur l'hydrogène vert.

6^e Forum d'investissement UE-Uruguay tenu à Montevideo

Les 2 et 3 décembre s'est tenue à Montevideo la 6^e édition du Forum d'investissement européen en Uruguay, consacrée cette année aux enjeux de « connexion numérique sans frontières ». Organisé par la Délégation de l'Union européenne, le Laboratorio Tecnológico del Uruguay (LATU, organisme public de référence pour les essais, la métrologie et l'innovation technologique) et l'agence de promotion Uruguay XXI, le forum a réuni autorités, experts et entreprises autour des opportunités d'investissement dans le commerce numérique, la logistique digitalisée, les services financiers numériques, l'intelligence artificielle et la cybersécurité.

L'événement, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne, a rappelé le poids de celle-ci en Uruguay : l'Union européenne représente environ 45 % du stock d'investissement direct étranger du pays (près de 18 Md USD) et plus de 600 entreprises européennes y sont actives. La première journée a pris la forme d'une conférence en présentiel au LATU, avec notamment un panel sur la « digitalisation et le nouveau commerce international » réunissant des représentants de la Commission européenne (Direction générale du Commerce), d'Uruguay XXI, de la Chambre de l'économie numérique (CEDU) et d'acteurs privés comme Mosca et PedidosYa/Delivery Hero. La seconde journée a été consacrée à des rendez-vous d'affaires virtuels entre entreprises européennes et uruguayennes du numérique, centrés sur des projets de coopération et d'investissement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr